



Afrique - Israël : les liaisons dangereuses

Par [Gilles Munier](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2013

france-irak-actualite.com

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

*Interview de Ronnie Kasrils, ancien ministre des Services secrets d'Afrique du Sud
Propos recueillis par Gilles Munier (Afrique Asie juillet/août 2013)*

Ronnie Kasrils, ancien ministre de l'Eau et des Forêts (1999-2004) puis des Services secrets (2004-2008), est une des figures historiques du Parti communiste sud-africain et de l'ANC (African National Congress) dont il a dirigé - dans la région du Natal - le Umkhonto we Sizwe (MK - Fer de lance de la nation), la branche armée de son service de renseignement. Il a raconté son combat contre l'apartheid dans son autobiographie « Armed and dangerous » - armé et dangereux - mention portée par le régime de Pretoria sur son avis de recherche.

Petit-fils d'immigrants juifs originaires des pays baltes, sensibilisé très tôt à la tragédie du peuple palestinien, il s'est joint, au Cap, en 2002 - et en tant que ministre - à une manifestation contre la colonisation de la Palestine, déclarant qu'il ne supportait pas la prétention d'Israël de parler et d'agir comme s'il représentait les juifs du monde entier, et qu'en tout cas ce serait « *jamais en son nom, jamais* ». En février 2004, toujours ministre, il a rencontré Yasser Arafat dans son quartier général à Ramallah, encerclé par l'armée israélienne, et n'a pas hésité à inviter Ismail Haniyeh - chef du Hamas à Gaza - à se rendre en Afrique du sud.

Ronnie Kasrils est, depuis son origine, un des principaux soutiens de la campagne de boycott d'Israël BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) dont l'archevêque anglican Desmond Tutu a lancé l'idée en 2002. C'est un observateur privilégié du jeu israélien dans le monde et plus particulièrement en Afrique subsaharienne.

Gilles Munier : Israël a refait son apparition sur la scène diplomatique dans la région subsaharienne dans les années 1980, puis a consolidé sa position sans rencontrer de réelle opposition. Quelles sont les raisons de ce succès : le peu d'intérêt des pays arabes pour l'Afrique, la chute de l'Union soviétique ou des éléments intrinsèques aux Etats africains ?

Ronnie Kasrils : Tout cela et plus encore. L'Afrique n'a pas été la priorité dans l'agenda des pays arabes. Ce sont plutôt les pays du Maghreb et l'Egypte qui ont marqué un vif intérêt dans la mesure où ils appartiennent et aux pays arabes et à l'Afrique. Cet intérêt a perdu de son intensité après la mort de Nasser, ce qui n'a pas manqué d'affecter les autres pays arabes.

Les Israéliens sont énergiques et très actifs. Ils cherchent obstinément opportunités et ouvertures, car, pour eux, il s'agit d'une question vitale de sécurité nationale et d'intérêt

pour étendre leur réseau et leurs affaires. Avec la chute de l'Union soviétique et des autres pays socialistes, de nouvelles chances leur ont été offertes. Les Etats-Unis ne purent pas vaincre le peuple vietnamien en partie parce que l'Union soviétique était là et soutenait leur cause. Les Palestiniens ont perdu cette source de soutien tout comme les pays africains qui avaient, alors, le choix de commercer avec le bloc socialiste et étaient donc conduits à se sentir solidaires face à l'Etat sioniste. Les pays arabes, à l'exception de l'Algérie, de la Syrie, de l'Egypte et de Saddam Hussein n'ont jamais fourni une aide significative aux Palestiniens mais, plutôt, ont cherché à manipuler cette lutte pour satisfaire leurs petits intérêts. Dans cet environnement général, les pays africains ont manifesté beaucoup moins d'initiatives, se sont sentis moins concernés, même ceux qui, au cours de leur lutte de libération, – Angola, Afrique du sud, Mozambique, Namibie et Zimbabwe – considéraient les Palestiniens comme des frères d'armes. Sans leur concours actif, le soutien du reste de l'Afrique s'est évaporé.

Les élites africaines se sont laissées entraîner dans une corruption endémique, dans le népotisme et le clientélisme

Il est vrai que le contexte global de la lutte de libération et de la résistance est totalement différent de celui de la période intense qui a vu la chute du colonialisme dans les années 60. J'ai fait référence à l'existence, à l'époque d'un monde bipolaire où l'URSS et le bloc socialiste s'avéraient le soutien principal de ceux qui luttèrent pour l'indépendance face au colonialisme et en faveur des nouveaux états indépendants.

Le monde aujourd'hui est dominé par l'économie de marché néo-libérale qui s'est appropriée les économies des Etats africains et de la plupart des autres pays en voie de développement. Il est triste que la maxime de N'Krumah, selon laquelle il fallait d'abord se rendre maître du royaume politique et ensuite, capturer l'économie ne s'est pas matérialisée. Les élites qui ont capté le pouvoir politique ont aussi capté cette relation néo-coloniale et ainsi, se sont laissés entraîner dans une corruption endémique, le népotisme et le clientélisme. Au lieu de servir les intérêts de leur propre peuple et la solidarité internationale, ils ont servi leurs propres intérêts.

Et, cependant, son gouvernement tout comme les administrations qui l'ont suivi ont failli dans l'application d'un boycott des produits israéliens en dépit des appels incessants des organisations non gouvernementales de solidarité sud-africaines. Il est certain aussi que l'OLP, pour des raisons qui lui sont propres, ne s'est pas prononcée sur ces appels pour une telle démarche, car, peut-être, s'il l'avait fait, l'Afrique du sud de Mandela se serait sentie plus engagée. Il faut aussi évaluer la manière dont l'OLP a été absorbée par le processus d'Oslo et s'est reposé presque exclusivement sur les négociations avec pour principal courtier les Etats-Unis, ce qui a éliminé les autres modes de pression. Je voudrais rappeler ici le boycott international réclamé par l'ANC qui a isolé le régime de l'apartheid, affaiblissant ainsi le soutien occidental qui en était la base. C'est la seule méthode pour isoler Israël et son régime sioniste.

La Commission spéciale sur la Palestine de l'ONU doit sortir de sa léthargie

G.M : Les mesures racistes prises par Israël contre les immigrants illégaux africains, sur le modèle des celles prises contre les Palestiniens pendant des années, ne semblent pas troubler l'image que les pays africains se font d'Israël, aujourd'hui. Comment expliquez-vous l'attitude du « sans commentaire » de ces pays ainsi que de l'Union africaine ?

R.K : J'ai déjà répondu mais je voudrais ajouter ceci. L'Union africaine n'a, elle non plus,

manifesté que peu d'intérêt pour la cause palestinienne et a été détournée par les affaires et les conflits internes à l'Afrique. C'est seulement du bout des lèvres que la question palestinienne est abordée par l'Union africaine (et auparavant par l'OUA). Il en va de même aux Nations unies où, au moins, les pays africains soutiennent unanimement les résolutions condamnant Israël et en faveur du droit à l'indépendance nationale du peuple palestinien. Mais, l'enthousiasme des années 1970-1980 s'est dissipé. La commission spéciale sur la Palestine de l'ONU passe, par routine, des motions de sessions et procède rituellement à l'organisation d'un Jour de Solidarité avec la Palestine (le 29 novembre) tous les ans. Elle n'a pas réussi à peser avec énergie de manière créative, durable et avec une forte motivation, comme le fit la Commission de l'ONU sur l'Afrique du sud de l'apartheid. Par expérience, je sais que ce sont seulement les représentants de l'Amérique latine (Cuba, Mexico, Argentine, Chili, Venezuela) qui prennent ce travail au sérieux. Cependant, la commission ne pourra retrouver son dynamisme que si les gouvernements des pays représentés aux Nations unies tapent du poing sur la table et insistent pour que les représentants de la Commission sortent de leur léthargie.

G.M : L'Afrique du Sud est le seul pays où la campagne du BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) soit suivie d'actions significatives. Comment concevez-vous les initiatives qui pourraient entraîner un mouvement de prise de conscience dans les pays africains liés à Israël ?

R.K : Oui, la campagne du BDS depuis son lancement en 2005 a été adoptée par des associations non-gouvernementales en Afrique du sud et, après des débuts modestes, a gagné du terrain. Par le passé, le parti au gouvernement l'ANC a, en tant que parti, passé de fortes motions soutenant la cause palestinienne et condamnant l'agression israélienne. Ce fut le cas aussi de l'ANC et des partenaires de l'alliance, le Parti communiste sud-africain (SACP) et la Fédération syndicale COSATU. Pendant quelque temps, cependant, et jusqu'à tout récemment, peu d'actions pratiques ont suivi même si la COSATU est devenu plus active au cours des dernières années.

Le gouvernement démocratique a toujours éprouvé de la sympathie et a invité le Président Arafat, puis son successeur Mahmoud Abbas et d'autres dirigeants. Mais, il a aussi continué à faire du commerce avec Israël et a toujours été prêt à recevoir des ministres israéliens et d'autres officiels. Plusieurs hauts dirigeants du gouvernement et des membres de l'ANC ont, récemment, été plus enclins à se rendre en Israël et à y faire des affaires aussi discrètement que possible.

Oslo et la solution de deux Etats ont certainement aidé à conférer une certaine légitimité à une approche moins militante et il y eut aussi la tendance à se placer sur la défensive chaque fois qu'Israël et le lobby sioniste local s'insurgeaient contre l'attitude « partielle » de l'Afrique du Sud. Cela a fait surface quand le gouvernement sud-africain a condamné la violence de l'Etat israélien alors qu'il ne se faisait pas entendre quand il s'agissait du « terrorisme » palestinien. Les groupes de solidarité généralement à la gauche de l'ANC et de ses partenaires, ont été cohérents dans leurs manifestations, marches, protestations et piquets devant les bureaux israéliens et sionistes et dans leurs appels au boycott, même si tout cela était de peu d'envergure. La COSATU a pris la direction de cette campagne et le point marquant en a été lorsque les dockers de Durban, en 2009, organisés par la centrale syndicale, ont refusé de décharger les soutes d'un cargo israélien. Colère contre la politique israélienne, soutien au boycott ont été concrétisés lors de la visite d'un musicien israélien, en avril dernier, dont le récital de piano fut perturbé. L'an dernier, l'Université de Johannesburg a imposé un boycott académique en mettant fin à ses relations avec

l'Université Ben Gourion.

En Afrique du Sud, chaque lieu d'enseignement supérieur dispose d'une commission de solidarité avec la Palestine

Chaque fois qu'Israël lance des agressions brutales contre la bande de Gaza, la Cisjordanie et le Liban (2006), des manifestations et des marches conséquentes ont lieu dans les principales villes du pays. Nous ne manquons pas de soutiens militants. Des tentatives ont été faites pour obliger le gouvernement sud-africain à poursuivre en justice pour crimes de guerre les dirigeants israéliens en visite dans le pays ainsi que les Sud-Africains qui ont servi dans les Forces de défense israéliennes. Rien n'a encore été matérialisé par manque de preuve suffisante, notamment dans le dernier cas. Cependant, de telles opérations ont alarmé Israël et ses soutiens. Une commission au niveau national existe pour coordonner les activités des nombreuses organisations civiles, religieuses, politiques, syndicales et étudiantes et son influence grossit. Chaque lieu d'enseignement supérieur dispose d'une commission de solidarité avec la Palestine pour mobiliser, éduquer, ouvrir des expositions et inviter des personnalités palestiniennes ou autres. Cette agitation a été si intense au Cap que le Centre du commerce israélien a fermé ses portes (il avait été la cible régulière de marches imposantes) et l'ambassade israélienne à Pretoria a déménagé dans une zone plus éloignée.

Les magasins vendant des produits israéliens ont aussi été l'objet de l'attention des militants. La pression populaire a conduit le gouvernement sud-africain à accepter que les exportations des colons israéliens portent un label identifiant leur source comme produits « des territoires occupés ». Mais, suite au tollé du lobby sioniste et aux plaintes du gouvernement israélien, le gouvernement a fait machine arrière et reconsidéré cette disposition pour ne laisser que des labels portant « produit d'Israël » de Gaza, de Cisjordanie et Jérusalem-Est. Les sionistes locaux ont crié victoire parce qu'un tel étiquetage, à mon avis, va légitimer le concept que la présence d'Israël dans les territoires occupés est légale. Cela en fait illustre la bataille en cours en Afrique du sud, et ailleurs, pour que la vérité soit faite sur la réalité des faits.

Il y a 80 000 juifs en Afrique du Sud et tous ne sont pas sionistes. Une bonne minorité participe au Mouvement de solidarité avec la Palestine et à la campagne du BDS. Ils ont adopté le slogan « Pas en mon nom » pour contrecarrer la prétention d'Israël à représenter les juifs du monde dans l'élaboration de sa politique.

Le but primordial a été d'encourager l'ANC au pouvoir à faire sienne la cause palestinienne. C'est ainsi qu'à la Conférence nationale de décembre 2012, l'ANC a réaffirmé dans une résolution son soutien à la campagne nationale et internationale du BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). La résolution demande « que tous les Sud-Africains soutiennent les programmes et les campagnes de la société civile palestinienne qui visent, par la pression, à obtenir d'Israël qu'il s'engage auprès des Palestiniens pour arriver à une juste solution ». La Conférence a déclaré : « Le soutien de l'ANC au peuple palestinien dans sa lutte pour son autodétermination est sans équivoque et (notre) opinion que les Palestiniens sont les victimes et les opprimés de ce conflit avec Israël ne souffre aucune explication ».

La question des d'immigrés illégaux africains en Israël doit être traitée par l'Union africaine

Mbuyiseni Ndlozi de la campagne du BDS en Afrique du Sud constate : « *Cette réaffirmation*

par la Conférence nationale de l'ANC, l'institution la plus haute en matière de prises de décision, fait certainement autorité quant à son adhésion (à cette campagne)... Nous attendons donc de travailler avec l'ANC... pour accélérer son application ». Avant cette Conférence, le lobby israélien et le South African Board of Jewish Deputies (Conseil Sud-Africain des Députés Juifs) avaient demandé que l'ANC adopte une position « *équilibrée et non-partisane* » dans le conflit israélo-palestinien.

Par ailleurs, l'ANC avait également pris une décision très dure à l'égard d'Israël déclarant que « *l'ANC abhorre les dernières attaques xénophobes et les déportations d'immigrés illégaux africains déclenchées par l'Etat israélien et demande que ce sujet soit traité par l'Union Africaine* ».

Les militants sont déterminés à accroître leur pression sur leur propre gouvernement pour obtenir la rupture des relations diplomatiques avec Israël, respecter un vrai boycott et accélérer la campagne pour les droits et la liberté des Palestiniens. L'idée est qu'étant donné le soutien que l'Afrique du Sud a reçu de la solidarité internationale, elle doit être le garant des Palestiniens dans le monde d'autant plus que ceux des militants qui ont visité la Palestine ont été horrifiés de ce qu'ils ont découvert et déclaré que les souffrances du peuple palestinien étaient pires que celles infligées du temps de l'apartheid.

G.M : Les relations entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid ont, par le passé, connu des jours glorieux (ou honteux). Aujourd'hui en Afrique du Sud, il existe un puissant lobby pro-israélien, notamment pro-sioniste au Parlement au travers du Board of Jewish Deputies (Conseil des Députés Juifs). Comment les organisations pour les droits de l'homme pensent-elles contrecarrer ses activités ?

R.K : En élevant le degré de conscience de l'opinion publique, par l'éducation, la mobilisation, par la propagande pour réduire à néant leur propagande. L'opinion publique doit en être la cible et on doit expliquer que s'opposer à la politique brutale et discriminatoire à l'encontre des Palestiniens n'équivaut pas à de l'antisémitisme. Le gouvernement et les partis politiques, notamment ceux au Parlement, doivent sans cesse être démarchés. Il ne faut pas laisser l'arène politique au seul lobby sioniste et aux représentants du gouvernement israélien. La contestation doit aussi se faire entendre dans les sphères des affaires... les médias, le sport, la culture, les instituts de recherche, le secteur religieux, etc... Partout dans le monde, et pas seulement en Afrique du sud, l'opinion publique doit se souvenir des liens étroits entre l'Afrique du sud raciste et Israël et comment ce dernier a fourni au régime honteux de l'apartheid des armes de guerre, des avions aux navires de guerre, et l'a aidé à produire des bombes nucléaires.

Le monde doit savoir et s'alarmer des pratiques similaires à celles de l'apartheid que déploie Israël dans les territoires palestiniens occupés et à l'intérieur d'Israël lui-même où des Palestiniens vivent, depuis 1948, dépourvus des droits conférés à la population juive, ce qui a été considéré par les Nations unies comme un crime en vertu du droit international.

L'intervention de l'OTAN en Libye a été catastrophique

G.M : « La menace terroriste ou islamiste » selon la sémantique des médias occidentaux peut-elle être interprétée comme un alibi pour permettre la recolonisation de l'Afrique. Comment percevez-vous l'Africom au Sahel ?

R.K : Je pense qu'à notre époque, la lutte pour les ressources naturelles primordiales, la

reconfiguration du monde, les crises économiques et financières, les luttes contre les guerres et la résistance, comme le « Printemps arabe » sont incriminées en général à une menace islamiste/terroriste aussi réelle qu'elle puisse être. Nous devons cependant être très vigilants sur la manière dont cette menace peut être utilisée dans ce que vous désignez comme une « recolonisation » de l'Afrique.

Les puissances occidentales ont plongé dans un état épouvantable des situations d'autoritarisme, de despotisme, d'islamisme comme par exemple en Afghanistan, Irak, Somalie, Libye. Sauf dans des cas très explicites, l'intervention étrangère ne peut venir en aide à un peuple, même sous le joug d'un despote. Je n'ai pas l'espace ici pour examiner toutes les situations mais je dois dire que l'intervention de l'OTAN en Libye a été catastrophique et ses effets secondaires se font sentir au Mali et dans le Sahel.

Ce qui est nécessaire est que l'Union africaine aide l'Afrique à renforcer ses propres brigades régionales de façon à concrétiser le slogan selon lequel « *les Africains doivent s'occuper et résoudre les problèmes de l'Afrique* ». L'intervention de forces étrangères à moins d'être clairement requise, par l'intermédiaire de l'ONU et de l'Unité africaine, pour venir assister un gouvernement légitime, en ayant fait la demande, pleinement soutenu par son peuple, sera considérée comme porteuse de buts de recolonisation, dans le sens où les ressources et l'économie de ce pays en seront les intérêts occultes.

Il y a des dangers inhérents et évidents dans le non-respect du principe de l'inviolabilité des frontières

G.M : Le prétexte sous-jacent à l'intervention militaire française au Mali est de prévenir la scission du pays. Cependant, le Soudan a été fractionné en Soudan et Soudan du sud, ce dernier vigoureusement soutenu par Israël. Le principe de l'inviolabilité des frontières mis en avant au moment des indépendances n'est-il pas enfreint et n'y a-t-il pas danger que cela se répète ailleurs en Afrique, dans des pays en conflit avec l'Occident comme en Somalie ?

R.K : L'Unité africaine a reconnu le nouveau Soudan du sud sur la base de l'accord entre Khartoum et Juba et donc on peut considérer cette scission comme un accord interne entre les deux Soudans. Il y a effectivement des dangers inhérents et évidents dans le non-respect du principe de l'inviolabilité des frontières. La Somalie vient immédiatement à l'esprit étant donné le soutien accordé à tel ou tel groupe séparatiste par telle ou telle puissance extérieure.

G.M : Israël en tant qu' « allié stratégique » des Etats-Unis ne leur sert-il pas de couverture pour des opérations clandestines sur le continent africain, notamment pour des activités d'espionnage ?

R.K : Israël est un Etat voyou, terroriste qui a colonisé la Palestine et qui, comme l'admet la direction du Mossad (une fois à la retraite), pense avoir le droit d'assassiner ses opposants, et de s'adonner à des activités d'espionnage s'il pense que ses intérêts sont en jeu.

G.M : Des terres agricoles ont été achetées en Afrique par des multinationales. Pensez-vous que de tels achats puissent mettre les pays africains en danger ou alors est-ce une opportunité pour eux d'obtenir un savoir-faire à partir des nouvelles technologies ?

R.K : Les multinationales transnationales sont les vrais re-colonisateurs. C'est la bourgeoisie

compradore, l'élite corrompue et les éléments parasites vivant de la rente qui couchent avec elles au détriment des intérêts du peuple. Il est triste que constater que le continent entier est concerné et cela explique pourquoi le peuple africain est plongé de plus en plus dans la misère et se retrouve privé de terres. Le processus d'une économie de marché libre, néo-libérale exacerbe les rivalités et les conflits qui s'ensuivent. La réponse réside dans un pouvoir politique et une économie nationale entièrement sous le contrôle étroit d'un gouvernement légitime, authentiquement patriote au service des intérêts du peuple.

*Dossier Afrique-Israël : les liaisons dangereuses

<http://www.wobook.com/WBD84sk8NW9B-f>

La source originale de cet article est france-irak-actualite.com

Copyright © Gilles Munier, france-irak-actualite.com, 2013

Articles Par : Gilles Munier

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca